



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Bulk Electricity	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW003-162563/B	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client Various EW003-162563	Date 2016-10-25
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EDM-064-10847	
File No. - N° de dossier EDM-5-38368 (305)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-03	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Campbell, Brad	Buyer Id - Id de l'acheteur edm305
Telephone No. - N° de téléphone (780) 721-5224 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification N° 005 à la demande de soumissions

La présente modification porte sur les points suivants :

- Questions et réponses
- Révision au document de demande de soumissions

QUESTIONS ET RÉPONSES

Partie 2

Section 2.3 – Ancien fonctionnaire :

1. À quel type d'individus au sein de l'organisation de l'entrepreneur cela s'adresse-t-il?
 - a. Tout individu qui participe à l'élaboration de la soumission
 - b. Tout individu qui participe à l'élaboration de la soumission ET qui travaille au dossier, s'il y a octroi de contrat
 - c. Tout individu au sein des ministères qui participe à l'élaboration de la soumission ou qui travaille au dossier

R : La présente politique s'applique aux soumissionnaires considérés comme anciens fonctionnaires conformément aux définitions décrites dans la clause. Par exemple, si votre entreprise, en tant qu'entité soumissionnaire, est une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle l'ancien fonctionnaire détient un intérêt important ou majoritaire, alors la clause s'applique et les exigences de divulgation énoncées dans la clause doivent être respectées.

En ce qui concerne les individus mentionnés plus haut (a, b, c), la clause s'applique si un de ceux-ci détient un intérêt important ou majoritaire dans votre entreprise en tant qu'entité soumissionnaire.

2. Le Canada peut-il confirmer que les exigences de divulgation, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#), ne s'appliquent qu'aux employés des entrepreneurs qui reçoivent actuellement une pension?

R : Oui. Si l'entité soumissionnaire est désignée comme ancien fonctionnaire et qu'elle reçoit une pension selon la définition de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP).

3. Ces exigences de divulgation s'appliquent-elles aux employés des entrepreneurs qui ne reçoivent pas de pensions actuellement, mais qui pourraient en recevoir ultérieurement?

R : Si l'employé de l'entrepreneur (qui détient un intérêt important ou majoritaire dans l'entreprise – faisant en sorte qu'il soit plus qu'un simple employé) est un ancien fonctionnaire et qu'il a choisi de reporter sa pension, il ne reçoit alors pas de pension. C'est lorsqu'il la recevra (en vertu de la LPFP) que la politique s'appliquera.

Section 2.6 – Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions :

4. Le Canada exige une production en fonction de la charge horaire. Le Canada a-t-il pris en considération un autre type de production, à savoir en fonction de la charge mensuelle ou annuelle? D'autres types de production pourraient offrir des avantages supplémentaires au Canada, y compris la souplesse en matière d'habitudes de consommation, de saisonnalité et de profils de charge.

R : Oui. Nous avons examiné les diverses options qui s'offraient à nous et avons choisi un suivi en fonction des charges horaires.

Partie 5

5. Quel type de formulaire d'attestations est exigé à la Partie 5 (autre que le formulaire à remplir exigé au point 5.2.1 – Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi)?
 - a. Une simple déclaration, ou est-ce que l'entrepreneur produit une attestation en présentant une soumission?

R : En vertu des points 5.2.3.1 et 5.2.3.2, la présentation d'une soumission par le soumissionnaire est considérée comme une attestation.

Partie 6

6. Le Canada peut-il confirmer que des états financiers vérifiés accessibles au public seront suffisants pour répondre aux exigences prévues à la section 6.1.1 – Capacité financière, et qu'il n'exigera pas les renseignements demandés aux sections 6.1.1 (e), (f) et (g)?

R : Le Canada se réserve le droit d'exiger que le soumissionnaire fournisse une partie ou la totalité des éléments précisés dans la clause A9033T du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA). Si le Canada exige que ces renseignements lui soient fournis par écrit, la présentation de tels renseignements devient une exigence obligatoire.

7. D'autres exigences officielles sont-elles prévues?

R : Il est difficile de se prononcer à ce stade-ci. Comme il est indiqué dans la clause, « l'autorité contractante pourrait, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers décrits en détail ci-dessous durant l'évaluation des soumissions ».

8. Est-ce que l'information publique concernant le nombre total de facilités de crédit respecterait les exigences prévues à la Section 6.1.1 (e), plutôt que la présentation des lettres fournies par chaque institution financière ayant offert du financement à court terme à l'entrepreneur? Cette exigence est lourde à gérer et est irréalisable dans le délai de sept jours proposé.

R : Le Canada se réserve le droit d'exiger que le soumissionnaire fournisse une partie ou la totalité des éléments précisés dans la clause A9033T du Guide des CCUA. Si le Canada exige que ces

renseignements lui soient fournis par écrit, la présentation de tels renseignements devient une exigence obligatoire.

9. Le Canada pourrait-il envisager de prolonger le délai de sept jours ouvrables pour fournir les renseignements demandés dans la Section 6.1.1?

R : Le Canada s'attendra à ce que les renseignements exigés soient fournis dans les délais indiqués dans l'avis de demande de renseignements.

Partie 7

10. Le Canada peut-il confirmer qu'il émettra un contrat en bonne et due forme pour les travaux? Ou l'entrepreneur doit-il fournir le contrat comprenant les clauses de la Partie 7, en raison de son type de contrat?

R : Le Canada émettra le contrat en bonne et due forme. Le projet de contrat est compris dans le document de demande de soumissions en vertu de la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et comprend toutes les annexes connexes mentionnées.

11. Si l'entrepreneur n'a pas à fournir le formulaire contractuel définitif, le Canada peut-il fournir un contrat détaillé aux fins d'examen?

R : Voir la réponse ci-dessus.

Section 7.1.2

12. Est-ce que le formulaire Autorisation de tâches (AT) doit être utilisé uniquement pour les Services supplémentaires mentionnés au point 5.0 de l'Annexe « A » ou peut-il être utilisé pour tous travaux réalisés en vertu du contrat?

R : Seulement pour les travaux désignés dans Services supplémentaires (point 5.0 de l'Annexe « A »).

13. Est-ce que la demande d'autorisation de tâches pour des Services supplémentaires est optionnelle?

R : Non. Une demande d'autorisation de projet sera présentée par le chargé de projet de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée globale du contrat.

Section 7.7.1

14. Le Canada peut-il confirmer que la limitation des dépenses en dollars figurant à la Section 7.7.1 n'est qu'une estimation et non un montant ferme?

-
- a. Pour le Canada, les responsabilités subséquentes seront pratiquement impossibles à évaluer étant donné que 15 % du contrat comprend des prix au comptant, qui ne peuvent être connus à l'avance.

R : Oui.

Sections 7.7.1 et 7.7.3

15. La limitation des responsabilités s'applique-t-elle également aux dommages?

R : Les sections auxquelles vous faites référence dans votre question se rapportent à la Limitation des dépenses qui limite le montant à verser en vertu du contrat pour l'exécution des travaux. Les dommages font l'objet d'une mesure distincte dans la section 2035 24 (2008-05-12) Responsabilité.

Section 7.8.1.2, paragraphe 1b

16. La facture doit-elle comprendre une valeur de consommation estimative? Le cas échéant, le Canada fournira-t-il cette valeur une fois le contrat attribué?

R : Une valeur de consommation estimative doit être fournie lorsque la valeur de consommation courante n'est pas disponible. Elle doit être fournie par l'entrepreneur sur ses factures pendant l'exécution du contrat.

17. De quelle façon doit-on détailler la valeur de consommation estimative?

- a. Par site?
b. Par ministère client?

R : Par site, lorsqu'on ne connaît pas la valeur de consommation courante.

18. Le Canada exige-t-il que les prix selon les marchés des heures creuses, des heures de pointe, crête à crête et au comptant figurent sur chaque facture, à un prix par MWh?

R : Oui.

19. Sur la facture, la consommation doit-elle également être détaillée en fonction du marché des heures creuses, des heures de pointe, crête à crête et au comptant, pour correspondre aux prix et aux montants totaux en dollars?

R : Oui.

Section 7.8.1.2, paragraphe 8b

-
20. Le Canada exige-t-il le fichier courant du tarif du fournisseur de services de distribution ou seulement les données contenues dans le fichier du tarif pouvant être attribuées au Ministère?

R : Les données contenues dans le fichier du tarif attribuées au Ministère.

Guide des CUA

Section 2035 08 (2008-05-12) Remplacement d'individus spécifiques?

21. Les employés des entrepreneurs devront-ils obtenir une autorisation de sécurité avant d'exécuter toutes tâches associées aux travaux?

R : Non. Aucune autorisation de sécurité n'est nécessaire pour ce contrat.

Section 2035 11 (2014-09-25) Inspection et acceptation des travaux

22. En quoi consiste exactement l'inspection des travaux? Est-ce que cela comprend l'inspection des installations de l'entrepreneur, à savoir les centrales?

R : L'inspection ou l'acceptation des travaux sera fondée sur le produit fourni au Canada. Factures, rapports, certifications d'énergie renouvelable, etc.

Section 2035 20 (2008-05-12) Droits d'auteur

23. Que signifie le mot « Matériel » dans ce type de contrat et de clause? Les factures sont-elles considérées comme du matériel?

R : Le mot « Matériel » est défini dans la clause. Les factures ne sont pas considérées comme du matériel aux fins de la présente clause.

Section 2035 22 (2008-05-12) Confidentialité

24. Le libellé laisse supposer que nous ne pouvons divulguer de renseignements aux affiliés, employés, dirigeants, directeurs, agents et conseillers professionnels sans en avoir obtenu l'autorisation du Canada. Est-ce là le but de la clause ou est-ce que l'entrepreneur est autorisé à partager de l'information avec ses affiliés et ses sous-traitants?

R : L'information doit être traitée conformément à la présente clause. Veuillez consulter les paragraphes .1 et .7 de la clause se rapportant aux sous-traitants.

25. En vertu de la Section 2035 22, l'entrepreneur doit remettre au Canada tout type d'information, ainsi que tout document de travail, copie, ébauche et note qui contiennent cette information.

- a. Y a-t-il des exceptions à cette règle, à savoir le matériel présenté à la gestion et les dossiers informatisés automatiquement sauvegardés?

R : Les exceptions se rapportant à cette section sont décrites au paragraphe 4.

Section 2035 10 (2014-09-25) Retard justifiable

26. Que signifie « partie des travaux complétés qui sont livrés » dans le cadre du présent contrat?

R : Toute partie réalisée des travaux figurant à l'Annexe « A », y compris les montants associés à l'énergie électrique calculée, livrée et consommée par le Canada en vertu du présent contrat.

Section 2035 30 (2008-05-12) Résiliation pour raisons de commodité

27. Est-ce que cette clause signifie que le Canada peut résilier le contrat en tout temps pour toute raison qu'il juge valable et ne payer que pour les travaux exécutés?

R : Oui. L'entrepreneur sera payé pour les coûts décrits dans la clause.

28. Quels seraient les impacts en ce qui a trait aux obligations contractuelles restantes du Canada?

R : Tout engagement en cours ou coût impayé lié à l'entrepreneur sera pris en considération conformément à la clause.

Section 2035 44 (2012-07-16) Accès à l'information

29. Y a-t-il des cas où le contrat, et les coûts y figurant pourraient être divulgués ou rendus publics?

R : Veuillez consulter la *Loi sur l'accès à l'information* sur le traitement des renseignements des tiers.

Section 2035 29 (2014-09-25) Manquement de la part de l'entrepreneur

30. La clause stipule que « la résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante ». Nous demandons une période d'au moins 10 jours pour remédier à tout manquement avant que la résiliation n'entre en vigueur.

R : La période prévue pour remédier au manquement, le cas échéant, sera déterminée dans l'avis émis par l'autorité contractante.

Autres

33. SPAC s'attend-il à négocier les modalités pour les services supplémentaires au moment de l'attribution des marchandises ou ultérieurement dans le cadre d'une entente distincte?

R : Non. Toute autorisation de tâches émise est assujettie aux modalités du contrat. Une autorisation de tâches n'est pas un contrat distinct.

34. Les sections suivantes ne s'appliquent pas à la vente d'électricité. SPAC pourrait-il envisager d'en limiter l'application uniquement aux futurs services supplémentaires, le cas échéant. Conditions générales 2035 11, Conditions générales 2035 25 et Conditions générales 2035 28?

R : Non.

Section 7.7.1 Base de paiement, 7.7.2 Base de paiement et 7.7.3 Limitation des dépenses

35. SPAC demande un produit à usages variés auquel sont associés des coûts variés. Les détaillants n'ont aucun contrôle sur la quantité d'énergie utilisée par SPAC. Ce dernier s'attend-il toujours à être remboursé pour les montants supérieurs à ceux indiqués sur le contrat?

R : Comme décrit aux clauses 7.7.1 et 7.7.2, l'entrepreneur obtiendra un remboursement pour les coûts dépassant la limitation décrite à la section 7.7.3. Pendant l'exécution du contrat, conformément à la clause 7.7.3, l'entrepreneur devra informer l'autorité contractante quant au caractère adéquat du montant indiqué dans la clause. Tout changement à ce montant ne pourra être autorisé que par l'autorité contractante, par écrit, au moyen d'une modification au contrat.

Annexe « A »

Section 3.4.9 de l'Annexe « A »

36. Cette section devrait faire référence à 3.10 – Gestion des données, et non à 3.11.

R : Voir les révisions apportées au document de demande de soumissions.

Section 3.4.14 de l'Annexe « A »

37. Quelle est la définition du terme « responsable technique »? Où se trouve la définition dans le contrat?

R : Cela devrait faire référence au « chargé de projet ». Voir les révisions apportées au document de demande de soumissions.

Section 3.7 de l'Annexe « A »

38. Le Canada peut-il indiquer le nombre de changements de sites produits annuellement au cours des cinq dernières années?

R : Il y en a eu environ 36 cette année jusqu'à ce jour. Il y en a eu 47 en 2015. Toutefois Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a retiré un certain nombre de sites. Il y en a eu 17 en 2014.

Nous prévoyons qu'il y en aura sans doute plusieurs au cours de l'année 2017-2018 alors que Santé Canada déménagera ses quartiers vers ceux des Premières Nations (nous avons déjà pris en compte la réduction de la consommation d'énergie dans le nouveau profil de charge), mais sinon une moyenne possible d'environ 20 à 30 dans l'ensemble par année.

39. Combien de changements de sites sont prévus annuellement dans le cadre du présent contrat?

R : Nous estimons qu'il y aura environ 20 à 30 changements de sites annuellement, y compris l'ajout, l'abandon, la revitalisation et la démolition.

40. Est-ce que le prix des nouveaux sites sera réévalué en fonction des taux courants du marché, ou seront-ils assujettis aux prix du contrat original?

R : La consommation liée aux nouveaux sites sera assujettie aux prix du contrat fixe original, au prix fixe de 85 % et au prix de réseau commun d'énergie de 15 %.

Section 3.10 de l'Annexe « A »

41. Est-ce que les exigences en vertu de la section 3.10 – Gestion de données, ainsi que les travaux associés à cette section, exécutés en fonction des besoins, font partie des travaux tels que définis dans le contrat, ou est-ce qu'un formulaire Autorisation de tâches serait requis pour l'exécution de ces travaux?

R : Les travaux décrits dans la section 3.10 doivent être exécutés dans le cadre des services requis en vertu du contrat. Aucune autorisation de tâches ne sera émise pour ces travaux.

Section 4.1.3 de l'Annexe « A »

42. Il semble que le Canada souhaiterait que les sources de ses certifications d'énergie renouvelable soient connectées au réseau d'interconnexion d'électricité albertain (RIEA), c'est pourquoi nous aimerions obtenir des précisions pour savoir si les sources de production situées en Colombie-Britannique seraient considérées comme liées au RIEA, puisque l'interconnexion entre la Colombie-Britannique et l'Alberta est réputée être une ressource d'interconnexion. Conformément à la logique détaillée dans le document sur la certification ÉcoLogo pour les produits d'électricité renouvelable à faible impact, les produits groupés d'électricité renouvelable à faible impact doivent provenir du même système d'alimentation provincial ou d'un système voisin à partir duquel la consommation est établie.

Nous croyons comprendre que, dans le cadre du programme ÉcoLogo pour les produits d'électricité renouvelable à faible impact, les certifications d'énergie renouvelable dégroupées ne doivent pas nécessairement être interconnectées au système à partir duquel la consommation est établie. Toutefois, étant donné que le Canada souhaiterait que ces certifications proviennent d'une source connectée, est-ce que les certifications d'énergie renouvelable situées en Colombie-Britannique répondraient aux critères en vertu de la section 4.1.3?

R : Dans le cas présent, le réseau d'interconnexion d'électricité albertain fait référence à l'interconnexion avec l'Alberta Electrical System et non l'interconnexion entre les provinces voisines. Par conséquent, les sources de certifications d'énergie renouvelable doivent être situées et produites en Alberta.

Section 4.1.4 de l'Annexe « A »

43. Quelle série de normes les certifications d'énergie renouvelable doivent-elles respecter pour être certifiées ÉcoLogo? Les normes de 2003, 2006 ou 2010? Est-ce que les normes, en tout ou en partie, répondraient aux exigences?

R : Voir la réponse dans la modification 003 précédente.

Sections 4.1 et 4.2 de l'Annexe « A »

44. Le Canada peut-il confirmer qu'il comprend que la vérification et le retrait des certifications d'énergie renouvelable entraînent un décalage de quatre mois. Par conséquent, est-ce juste de dire que le transfert ou le retrait physique de ces certifications se produirait après l'année de génération?
- a. Par exemple, la vérification et le retrait des certifications d'énergie renouvelable de l'année 2016 se produiraient en avril 2017. Cela satisfait-il aux exigences de la demande de soumission?

R : Oui, nous comprenons.

Section 4.2.3 de l'Annexe « A »

45. Le Canada possède-t-il un compte WREGIS et procédera-t-il lui-même au retrait des certifications d'énergie renouvelable? Ou est-il prévu que l'entrepreneur procède au retrait des certifications pour le compte du Canada?

R : Non. Le Canada ne possède aucun compte WREGIS. Le Canada procédera lui-même au retrait des certifications d'énergie renouvelable, le cas échéant.

Section 4.1.4.1 de l'Annexe « A »

46. À quel moment l'entrepreneur doit-il fournir la liste des actifs pour l'approvisionnement des certifications d'énergie renouvelable?

R : Annuellement.

47. Peut-on ajouter les usines, au fur et à mesure, à la liste des actifs pour l'approvisionnement des certifications d'énergie renouvelable (p. ex. si de nouvelles usines sont mises en service ou d'autres certifications d'énergie renouvelable sont exigées par le Canada)?

R : Oui.

Sections 4.2.5 et 4.2.6 de l'Annexe « A »

48. Le Canada peut-il confirmer que la demande de soumissions n'exige que l'exécution des certifications d'énergie renouvelable et non pas la réduction des émissions, en ce qui concerne les compensations?

R : Oui

Appendice 2 de l'Annexe « A », Section 2.2

49. Quel est le processus pour se procurer de nouvelles certifications d'énergie renouvelable dans le cadre d'un appel d'offres concurrentiel?

R : L'entrepreneur pourra suivre les procédures pour se procurer d'autres certifications d'énergie renouvelable dans le cadre d'un appel d'offres concurrentiel, sur demande du Canada et si les certifications d'énergie renouvelable sont offertes sur le marché.

50. Quelle partie devra se procurer les certifications d'énergie renouvelable : l'entrepreneur ou le Canada?

R : L'entrepreneur.

51. Si c'est le Canada qui se procure les certifications d'énergie renouvelable, quel devrait être le processus anticipé pour ajouter ces certifications nouvellement acquises au contrat existant?

R : Les quantités supplémentaires de certifications d'énergie renouvelable et leur prix unitaire seront ajoutés au contrat au moyen d'une modification apportée par l'autorité contractante.

52. Le Canada peut-il confirmer que le prix de ces nouvelles certifications d'énergie renouvelable sera modifié au moment de leur obtention?

R : Oui.

53. Il serait très difficile de se procurer une grande quantité de certifications d'énergie renouvelable dans un délai de 30 jours. Est-ce que ce délai peut être prolongé ou le libellé modifié afin de tenir compte du long délai d'approvisionnement requis pour obtenir une grande quantité de certifications d'énergie renouvelable provenant de l'Alberta?

R : Voir la réponse dans la modification précédente.

Appendice 2 de l'Annexe « A », Section 1.1

54. Pour s'assurer que tous les soumissionnaires ont des chances égales, est-il possible d'obtenir les dossiers rétrospectifs d'utilisation pour chaque site?

R : Le profil de charge fourni comprend des connaissances rétrospectives ainsi qu'une connaissance des possibilités futures. Ce sont les renseignements disponibles les plus précis.

Annexe « B »

Section 1.4.2

55. Quelle est la procédure à suivre pour l'acquisition supplémentaire d'électricité? Est-ce que ce volume supplémentaire sera intégré au contrat original ou non? L'entrepreneur aura-t-il un droit de premier refus sur ces volumes?

R : L'entrepreneur doit suivre les procédures pour se procurer des quantités additionnelles de MWh, dans le cadre d'un appel d'offres concurrentiel. Le chargé de projet détermine et autorise la quantité additionnelle. L'entrepreneur n'aura pas le droit de premier refus.

Section 6 : Services supplémentaires

56. Quelle information sera requise lors de la période de présentation des soumissions pour cette section?

R : Le soumissionnaire n'a pas à remplir cette section au moment de la remise des soumissions.

Annexe « C »

Section 7.7.6 et Annexe « C »

57. Le Canada prévoit-il utiliser Visa ou Mastercard comme mode de paiement?

R : Non.

Annexe « D »

58. Est-ce que la certification du PCF – EE s'applique au niveau de la filiale ou de la société mère? La filiale va préparer la soumission, mais l'interrogateur veut savoir si c'est la société mère ou bien la filiale qui devrait certifier l'accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi ?

A : Selon la section des questions-réponses du formulaire de l'AMOEME (par exemple, Q1 à la page 3), le PCF s'applique à la corporation filiale qui va réaliser le marché. Donc, la filiale devrait certifier l'AMOEME.

Annexe « E »

59. Le Canada peut-il fournir une copie du formulaire Autorisation de tâches? Le lien donné ne fonctionne pas.

R : Formulaire en blanc fourni dans la Modification N° 003 à la demande de soumissions.

Annexe « F »**Section 1.1 : Critères obligatoires**

60. Quelle preuve d'enregistrement auprès de l'Alberta Electric System Operator est requise conformément aux critères obligatoires de l'Annexe « F »?

R : Documentation ISO qui indique que la demande d'enregistrement ou la mise à jour a été approuvée.

Modification 003**Sommaire de la conférence des soumissionnaires**

61. À la modification 003, page 2 – « Partie 4 », il est indiqué que la méthode de sélection est fondée à 90 % sur l'aspect technique et à 10 % sur le prix. Je crois qu'il s'agit d'une erreur typographique puisqu'il semble y avoir contradiction à la page 4, « Partie 4 ». Pourriez-vous apporter des précisions?

R : Oui. La page 2 comprend une erreur typographique. La méthode de sélection est la suivante : aspect technique : 10 %; prix : 90 %.

62. À la modification 003, page 2 – « Partie 7 » concernant les modalités de paiement, SPAC pourrait-il prendre en compte des modalités de paiement de 20 jours pour ses factures?

R : Non. Le délai de 30 jours est une norme nationale pour le gouvernement fédéral.

RÉVISION AU DOCUMENT DE DEMANDE DE SOUMISSIONS

1. À la page 5 de 71, à la clause 2.2.1

SUPPRIMER

Les demandes de soumission financière à l'étape 2 continueront d'être acceptées pour une période de vingt-quatre (24) heures après la date et l'heure de clôture de la soumission financière à l'étape 2.

INSÉRER

Les demandes de soumission financière à l'étape 2 continueront d'être acceptées pour une période de douze (12) heures après la date et l'heure de clôture de la soumission financière à l'étape 2.

2. À la page 33 de 71, à la clause 3.4.9

SUPPRIMER

Élaborer, entretenir et exploiter un système de gestion de données conformes aux dispositions du paragraphe 3.11, Gestion des données.

INSÉRER

Élaborer, entretenir et exploiter un système de gestion de données conformes aux dispositions du paragraphe 3.10, Gestion des données.

3. À la page 33 de 71, à la clause 3.4.14

SUPPRIMER

L'entrepreneur doit aviser sans délai le responsable technique si un problème survient relativement à la vérification et à l'utilisation de l'énergie électrique par les emplacements des ministères clients.

INSÉRER

L'entrepreneur doit aviser sans délai le chargé de projet si un problème survient relativement à la vérification et à l'utilisation de l'énergie électrique par les emplacements des ministères clients.

4. À la page 38 de 71, à la clause 4.2.6.1

SUPPRIMER

Tout coût supplémentaire raisonnable engagé par l'entrepreneur pour respecter cette exigence sera remboursé par le Canada.

5. À la page 39 de 71, à la clause 4.3

SUPPRIMER

Advenant que le processus de certification, de vérification et de quantification, ou les produits livrables, aient été altérés en ce qui a trait à la fourniture de certifications d'énergie renouvelable définies aux présentes, l'entrepreneur lancera le nouveau processus et fournira les produits livrables au Canada, après négociation des coûts avec l'autorité contractante, le cas échéant.

INSÉRER

N° de l'invitation – Solicitation No.
EW003-162563/B

N° de la modif. – Amd. No.
005

Id de l'acheteur – Buyer ID
edm305

N° de réf. du client – Client Ref. No.
EW003-162563

N° du dossier – File No.
EDM-5-38368

N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

Advenant que la quantité ou les produits livrables aient été altérés par le Canada, en ce qui a trait à la fourniture de certifications d'énergie renouvelable définies aux présentes, l'entrepreneur tiendra compte des modifications apportées et fournira les produits livrables au Canada, après négociation des coûts avec l'autorité contractante, le cas échéant.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE MEURENT INCHANGÉES.